

UNE RUPTURE DE SOCIÉTÉ, UNE RUPTURE DANS NOS ATTITUDES

Des barographes qui se suivent, qui se complètent et une rupture déjà annoncée qui se précise... et démontre la nécessité de mettre en œuvre des lignes de conduite novatrices. Cette nécessité esquissée dans les barographes précédents prend corps dans la prise de conscience d'une rupture dans la gestion des ressources de notre planète et par conséquent d'une rupture sur les modalités du développement des territoires. En quelques mois le sujet confidentiel du réchauffement climatique est entré au cœur de l'actualité et des débats. Il s'agit aujourd'hui pour les acteurs du territoire de prendre en charge les évolutions et les nouvelles exigences. Il s'agit de définir les nouvelles attitudes appropriées à anticiper sur les mutations économiques ou sociales. Pour notre territoire l'idée de faire un contre-bord (voir préambule page suivante) doit symboliser une attitude mobilisatrice pour une définition collective des ambitions et d'une nouvelle perspective de développement économique et humain. La question des types d'emplois, qui induisent le niveau de richesse futur du territoire à promouvoir, est posée. Les données montrent qu'il faut se

mobiliser sur les emplois industriels de bon niveau sachant qu'aujourd'hui ce sont de petites entreprises qui sont motrices du développement. Il est ainsi bon de rappeler le rôle important de l'artisanat dans le développement économique d'avenir.

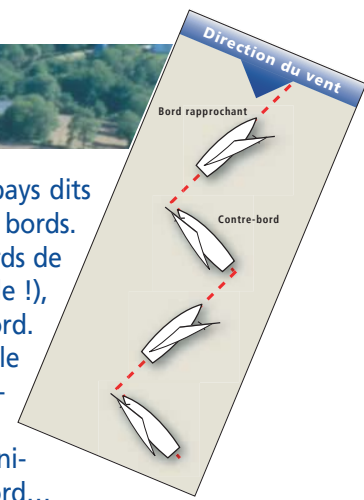
Bonne lecture du Barographe N°8 et bonne "rétrolecture" des précédents...

Dans le prochain n°,
la thématique abordée sera :
**COMMENT ON SE DÉPLACE
AU PAYS DE LORIENT**



Bords et contre bords

Une bonne petite brise s'est installée ! Mais le vent n'est pas "portant". Dans tous les pays dits développés, le vent de la croissance est plus ou moins de face. Il faut donc naviguer en tirant des bords. Quand le vent est dans l'axe, le choix des bords est facilité, on fait une route en alternant les bords de façon symétrique. Hélas, le plus souvent, le vent n'est pas dans l'axe parfait de la route (trop facile !), il y a un bord plus proche de la route dit bord rapprochant et un bord plus éloigné dit contre-bord. Tout l'art consiste à faire les contre-bords aux bons moments alors qu'on est tenté de rester sur le bord rapprochant en reculant le moment du contre-bord. En agissant ainsi, on s'éloigne du but progressivement sans y prendre garde. Pour phaser au mieux bords rapprochants et contre-bords, il faut une stratégie. Par exemple, accompagner l'économie résidentielle (voir plus loin nouvelle définition de l'INSEE) en bord rapprochant et maintenir/développer l'économie productive en contre-bord...



La reprise est présente au Pays de Lorient...

Au niveau international comme au niveau national, on observe une reprise de la croissance depuis fin 2005, confirmée en 2006 avec une prévision 2007 positive bien qu'en très légère décélération (voir "chiffres bruts"- tableau 1). Au Pays de Lorient, les indicateurs sont au vert : contribution record de la TVA (2) témoignant d'un chiffre d'affaires des entreprises en nette hausse, taux de chômage en baisse (3), redressement de l'emploi dans les IAA, moteur de l'emploi industriel local et redressement également dans les biens d'équipement, poursuite de créations d'emplois dans la construction, dans les services aux entreprises, dans le secteur santé et dans les services aux particuliers (4).

Alors pourquoi la croissance n'est-elle pas plus visible ? En premier lieu, l'offre d'emploi reste faible...

L'offre locale est en-deça de l'offre départementale. Elle est également moins pérenne et le travail occasionnel y est plus développé que dans le reste du département (5). Le secteur des services aux particuliers est l'un des principaux créateurs d'emplois mais il est majoritairement précaire.

Ensuite, dans le tissu économique, quelques grands employeurs licencient pendant que des TPE embauchent...

Ce phénomène n'est pas exclusivement local. Pour les licenciements, il concerne davantage la sphère productive que la sphère résidentielle plus à l'abri des délocalisations... quoique...

Par une comparaison entre postes salariés et masse salariale (6), l'Insee démontre la bonne performance de la sphère productive en matière de salaires. Si, au Pays de Lorient, le solde général entre licenciements et embauches reste pour l'heure positif (7), il n'en va pas de même pour les revenus et les contrats de travail lorsque l'on compare des emplois industriels et des emplois par exemple dans les services aux particuliers (8). Les deuxièmes, dans l'état actuel du secteur (faibles qualifications, temps partiels) ne peuvent pas remplacer les premiers sans entraîner une dégradation de pouvoir d'achat des résidents et donc des difficultés de vie comme notamment l'accès au logement (voir Barographe n° 7). En outre, l'attractivité de notre territoire repose aussi sur la qualité des emplois proposés.

UNE NOUVELLE CLASSIFICATION DES SECTEURS ÉCONOMIQUES ÉMERGE...

L'INSEE a réalisé des travaux (OCTANT n° 107) sur la répartition spatiale des emplois et des salaires en distinguant trois grandes catégories d'emplois. L'approche est très nouvelle car elle établit une classification qui ne repose pas sur les traditionnels secteurs "production industrielle" et "tertiaire".

L'Insee distingue :

La sphère productive :

industrie, services aux entreprises, transport de fret, commerce de gros, promotion immobilière de bureaux, d'infrastructures, locations, administration de biens et gestion de patrimoine.

La sphère résidentielle :

boulangerie/pâtisserie, construction, activités financières, services aux particuliers, santé, social, transports de voyageurs, agences de voyages, commerce de détail, promotion immobilière de logements, agences immobilières, location de logements.

La sphère publique :

fonction publique d'État, territoriale et hospitalière.

D'autres facteurs explicatifs des mutations sont plus difficiles à classer. Menace d'une baisse de la population active ?...

Le territoire devrait connaître une baisse de sa population active à partir de 2007 d'après les scénarios établis par l'INSEE dans le prolongement du recensement de 1999. Dans l'état actuel d'avancement du nouveau recensement, il n'est pas possible de valider ou d'invalider ces hypothèses. Un indicateur sur les effectifs des maternelles et du primaire en très légère hausse pourrait être le signal d'une arrivée de jeunes actifs ? Autre indicateur, une étude d'AudéLor au printemps 2006 a permis de confirmer le dynamisme du secteur des services aux entreprises (9) mais aussi de découvrir que nombre de personnes ont créé une petite entreprise dans ce secteur pour conserver un emploi "au Pays" ou s'y installer. Ceci témoigne de l'attractivité du territoire en termes de qualité de vie.

Menace de réglementations "insupportables*"?

Au motif du développement durable (*sustainable en anglais), de nouveaux dispositifs (DPE : diagnostic de performances énergétiques par exemple), des rapports (le rapport Stern qui chiffre le coût du réchauffement climatique) (10) fleurissent. A première vue, ces réglementations et autres estimations de coûts génèrent des contraintes supplémentaires mais en deuxième analyse, on voit émerger des opportunités. Aux États-Unis, sur la côte ouest, est en train d'émerger la "clean tech" dont le potentiel est énorme. En 2005, ce marché, sur le seul champ des énergies propres, représentaient 40 milliards de dollars. Les technologies impliquées ne sont pas de nature environnementale, elles sont issues des filières existantes. L'erreur que nous

avons commise en France a été de créer des filières de formation spécifiquement "environnementales" alors que l'économie du développement durable s'intègre dans l'existant avec des métiers d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs, de vendeurs, de juristes, de chercheurs... En France, la "clean tech" émerge aussi :

- Force A est une entreprise créée par un ingénieur de l'industrie, il développe des outils pour déterminer la santé des végétaux.

- Biobasic propose des procédés biologiques pour dépolluer les sols

- Clipsol, construit des panneaux solaires

- Eurofins, à Nantes, est spécialisée dans l'analyse et la traçabilité (sols, IAA, air, etc.). Elle emploie 5000 collaborateurs dont 1000 seulement en France.

C'est là d'ailleurs que les réglementations vont jouer leur rôle car jusqu'à présent, ces sociétés réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires hors des frontières nationales là où les normes sont plus exigeantes.

Parmi les collectivités, la ville de Fribourg est exemplaire en organisant son développement autour d'un axe environnemental : création d'activités, d'industries, d'entreprises, d'emplois, d'écoles d'ingénieurs et de formation des artisans, réalisation d'économies d'énergie (11), meilleur confort de vie, rationalité des transports...

Localement, faire coïncider l'arrivée de jeunes actifs sur le territoire avec de nouvelles idées de développement n'est pas inconcevable. Pour preuve, la plateforme d'initiative locale (PILE) accompagne pour la première fois en 6 ans d'existence 3 projets autour du développement durable sur une quinzaine de projets de création d'entreprise soutenus en 2006. Ainsi, un café citoyen et solidaire, une entreprise de commerce équitable ainsi qu'un installateur de chauffage à énergies renouvelables ont été aidés par la PILE du Pays de Lorient.

Et faute de nouveaux indicateurs, certains facteurs explicatifs ne sont pas décelables

On l'a vu dans le paragraphe précédent, de nouveaux débouchés émergent concernant le Développement Durable. Or la nature du Développement Durable est le plus souvent immatérielle alors que les indicateurs statistiques reposent sur la production ou la destruction matérielle. Comment mesure-t-on aujourd'hui la baisse des accidents sur la route, par la baisse de l'activité de réparation automobile... ?

Pour tirer les bons bords, il faut un outillage approprié.

Indicateurs à surveiller

Le prix du pétrole* et des matières premières reste préoccupant, une possible décélération américaine constitue toujours une menace quant à son impact sur l'économie européenne. La valeur de l'euro par rapport au dollar ou encore l'importance des importations chinoises peuvent fragiliser notre commerce extérieur. Plus localement, les communes sont invitées à surveiller les migrations pour détecter l'arrivée d'actifs, jeunes et même un peu moins jeunes...

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

De l'abstraction ...

Les communications d'Al Gore aux États-Unis, le rapport Stern en Grande-Bretagne, les travaux de l'IFEN* en France ont permis, parmi d'autres travaux, de chiffrer les effets économiques du réchauffement climatique, et les émissions de gaz à effet de serre des modes de vie et de la consommation des ménages (12). Les détracteurs de ces quantifications mettent en avant les fourchettes d'incertitude dans ces évaluations. Il faut pourtant se rendre à l'évidence, nos sociétés sont contraintes à agir même dans l'incertitude. C'est l'essence même de notre monde contemporain : considérer que les systèmes sont complexes et en interaction, en analyser transversalement les effets, affiner les méthodes itératives d'observation et d'évaluation pour mettre en œuvre des mesures correctives adaptées. Ce processus décrit une nouvelle façon de gérer, le management des incertitudes... Il en est ainsi du changement climatique. Certes des incertitudes persistent : niveau d'élévation des océans, nombre de degrés thermiques du réchauffement, degré de violence des tempêtes, etc.

...à l'action

Le coût du réchauffement est compris dans une fourchette de 5 à 20% du PIB par an

Le coût d'intervention des mesures correctrices peut se situer autour de 1% de PIB par an

Le rapport Stern a le mérite de fixer un cadre :

Et l'action à entreprendre est définie à plusieurs échelles :

- internationale : la France a pris l'engagement dans le cadre du protocole de KYOTO de stabiliser en 2012 ses émissions à effet de serre à son niveau de 1990 et de les diviser par quatre d'ici à 2050 (Facteur 4)

- nationale en adoptant des crédits d'impôts pour les économies d'énergie, l'extension du crédit carbone dès 2008 pour les projets domestiques, l'augmentation du tarif de rachat de l'électricité issue du solaire ou de l'éolien, le règlement thermique pour les constructions

- territoriale par la réalisation de "plans climat locaux"

- citoyenne en sensibilisant et en incitant à réduire les consommations énergétiques (13).

...qui représente des opportunités de développement

Dans un contexte économique où les entreprises et les individus cherchent des débouchés, ces quelques constats induisent du développement. Le transport est responsable de 1/3 des GES** (voitures particulières : 14%), le bâtiment de 1/4 (logement : 13%). Localement, le mode de chauffage reste majoritairement au fuel et au gaz naturel et le parc de logements est à plus de 60% antérieur à 1974, date à laquelle a été instauré le "règlement thermique".

C'est un champ important qui s'ouvre aux travaux de rénovation et de mise aux normes énergétiques mais aussi à l'ingénierie, à l'architecture, à l'urbanisme, aux technologies de matériaux et de machines nécessaires à leur mise en œuvre.

(*) : Institut Français de l'Environnement

(**) : Émissions des gaz à effet de serre

(*) : Facture énergétique française : 9,8 milliards d'euros en 98, 37,8 en 2005 et 50 en 2006

L'ARTISANAT AU PAYS DE LORIENT

QU'EST-CE QU'UNE ENTREPRISE ARTISANALE ?

Deux critères sont à prendre en compte

L'ACTIVITÉ : Elle doit être de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, exercée à titre principal ou secondaire, sous une forme sédentaire (boutique, atelier, chantier) ou ambulante.

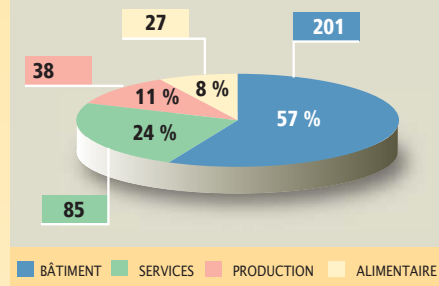
L'EFFECTIF SALARIÉ : Les entreprises artisanales inscrites au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers, sous réserve qu'elles n'emploient pas plus de 10 salariés (à la création et/ou à la reprise).

Passé ce seuil de 10 ou 15 salariés, l'entreprise peut désormais demeurer inscrite au Répertoire des Métiers, sans limite de temps, tant qu'elle souhaite garder son attachement à l'artisanat, à condition toutefois que le chef d'entreprise ait la qualité d'artisan ou de maître artisan.

LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Sur l'année 2005, le Pays de Lorient se distingue par la plus forte dynamique en terme de création d'entreprises artisanales sur le département du Morbihan.

Entreprises créées en 2005 par secteurs d'activités



Le secteur du Bâtiment consolide sa croissance, en sortant très nettement en tête des secteurs des Métiers de l'Artisanat les plus dynamiques dans le domaine de la création.

Le secteur des Services compense ses résultats négatifs dans le domaine de l'emploi, par une réelle dynamique en matière de création d'entreprise.

Il s'agit d'un secteur des Métiers qui se caractérise par un nombre conséquent de créations d'entreprises où le dirigeant travaille seul sans salarié.

La reprise d'entreprise concerne pour 82% des cas les secteurs de l'Alimentaire et des Services (notamment les services à la personne : Transports, réparations, soins à la personne...).

Cependant, il est nécessaire de relever une progression de la reprise dans le secteur du Bâtiment, tendance qui devrait se confirmer dans les années à venir.

Nous constatons également le phénomène récent dans l'Artisanat de la reprise d'entreprises par des entreprises existantes pour répondre à un besoin de croissance, de développement, de structuration et d'intégration d'une main d'œuvre qualifiée supplémentaire.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ARTISANALES

Globalement, dans son ensemble, le Pays de Lorient possède une proportion de dirigeants âgés de plus de 55 ans légèrement plus élevée que la moyenne du département (21,22%, contre 20,75%).

L'enjeu du renouvellement des dirigeants et du tissu artisanal est clairement posé avec dans les années à venir un nombre important d'entreprises à transmettre.

Compte tenu des caractéristiques du tissu des entreprises artisanales, cet enjeu est multiple pour notre territoire.

Enjeux :

- De l'économie, à travers la pérennité et le renouvellement d'un tissu d'entreprises,
- De l'emploi, du fait que le nombre des entreprises artisanales employant des salariés, ne cesse de progresser,
- De l'aménagement du territoire, par le maintien d'activités de proximité (notamment dans les zones plus rurales).

L'EMPLOI DANS L'ARTISANAT SUR LE PAYS DE LORIENT

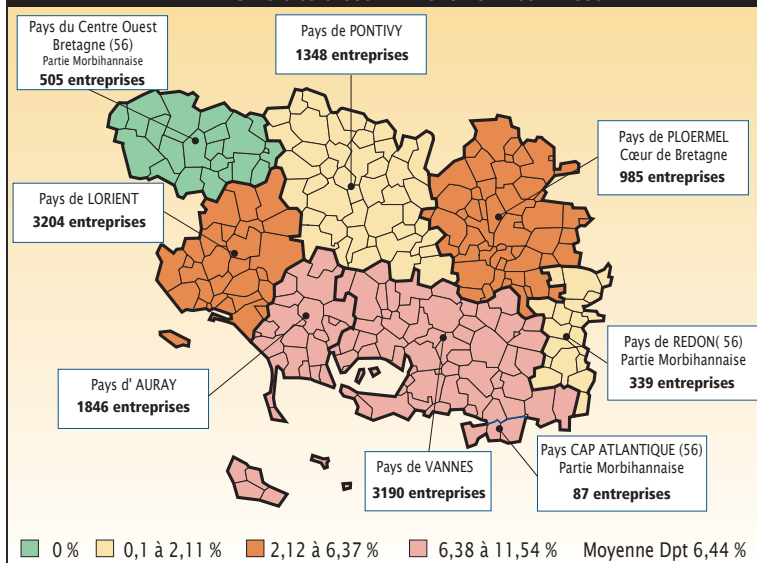
Dynamique et moteur pour notre économie, l'artisanat recrute. Au cours de dix dernières années, le nombre de salariés de l'artisanat du Pays de Lorient a progressé de près de 1 500 emplois, passant de 5709

salariés à 7173, et atteignant aujourd'hui son plus haut niveau.

REPRISE / TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Plus qu'avant, on peut observer que dans un projet d'entreprise artisanale, les candidats à la reprise sont de plus en plus nombreux (+23% : de 91 en 2004 à 112 en 2005).

RÉPARTITION DES ENTREPRISES ARTISANALES PAR PAYS AU 01/01/2006 ET ÉVOLUTION 2002 - 2006



LES ENTREPRISES ARTISANALES SUR LE PAYS DE LORIENT

Après une longue période de quasi stabilisation du nombre d'entreprises artisanales, l'année 2005 se démarque par une progression. Cette augmentation est très nettement confirmée en 2006, avec un nombre d'entreprises jamais atteint : 3204.

CARTOGRAPHIE DES DIRIGEANTS DE PLUS DE 55 ANS PAR CANTONS Part des artisans de plus de 55 ans au niveau départemental 20,75 %



LES SOURCES :

- Répertoire des Métiers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Morbihan après traitement des P.S.A (Parti Sans Adresse) au 01.01.2006.
- Le Répertoire Informatique des Métiers au 01.01.2006, avec appui des données URSSAF.

1

ÉVOLUTION DU PIB - FRANCE

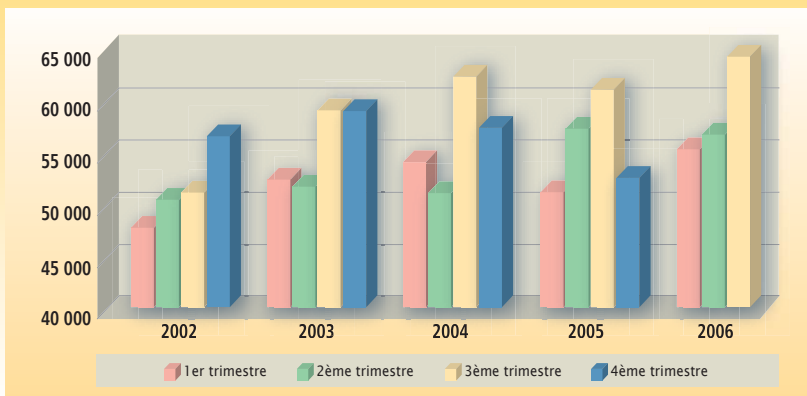
	2005	2006	2007	2005				2006				2007			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
PIB	1,2	2,3	2,2	0,1	0,0	0,7	0,3	0,4	1,2	0,5	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5
Consommation privée	2,2	2,8	2,6	0,5	0,1	0,9	0,6	0,9	0,8	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6	0,6
Investissement	3,7	3,6	3,1	0,8	0,6	1,7	1,0	0,0	1,7	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Variation des stocks (a)	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,0	-0,4	0,3	-0,7	0,8	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
Exportations nettes (a)	-1,0	-0,4	-0,5	-0,5	-0,2	0,1	-0,6	0,5	-0,5	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1
Production industrielle	0,0	1,5	1,4	-0,8	-0,4	0,7	-0,5	0,7	1,4	-0,3	0,2	0,2	1,3	-0,3	0,2
Taux d'épargne	15,0	14,6	14,7	15,0	15,1	14,9	15,1	14,6	14,8	14,6	14,3	14,3	14,9	14,8	14,7
Taux de chômage	10,0	9,1	8,8	10,1	10,1	9,9	9,7	9,6	9,1	8,9	8,8	8,8	8,8	8,8	8,7
Inflation (a/a, %)	1,7	1,8	1,8	1,7	1,7	1,9	1,6	1,8	1,9	1,7	1,7	1,9	1,6	1,7	1,8

(a) contribution à la croissance du PIB (en %) - Source : Perspectives Europes - N°114 - Octobre 2006

Les prévisions de croissance pour 2007 intègrent toujours les mêmes facteurs : une consommation des ménages forte, un niveau d'exportations insuffisant, une production industrielle quasi équivalente à 2006 et un investissement des entreprises en légère décélération par rapport à 2005 et 2006.

2

MONTANT DE LA TVA ENCAISSÉE PAR LA RECETTE DES IMPÔTS DE LORIENT (en K€)

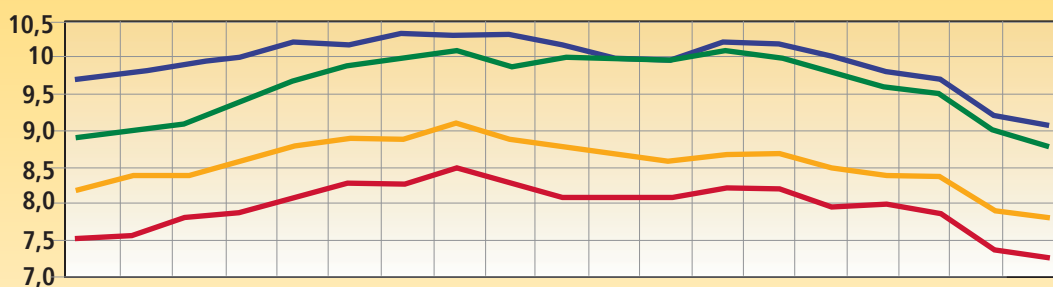


Les trois trimestres de 2006 atteignent des niveaux historiquement élevés avec un troisième trimestre record.

Source : DGI 56

3

TAUX DE CHÔMAGE COMPARÉ (en %) - DÉFINITION BIT



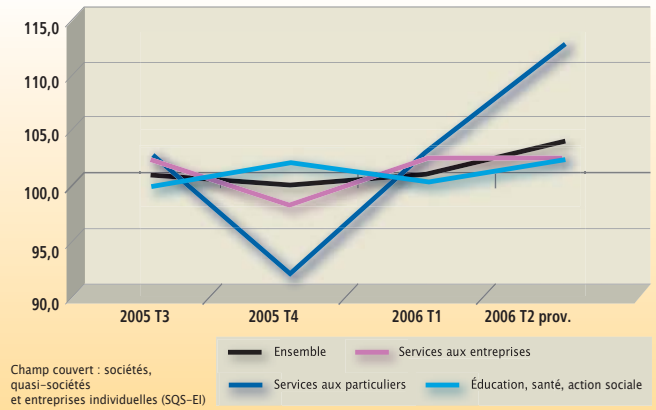
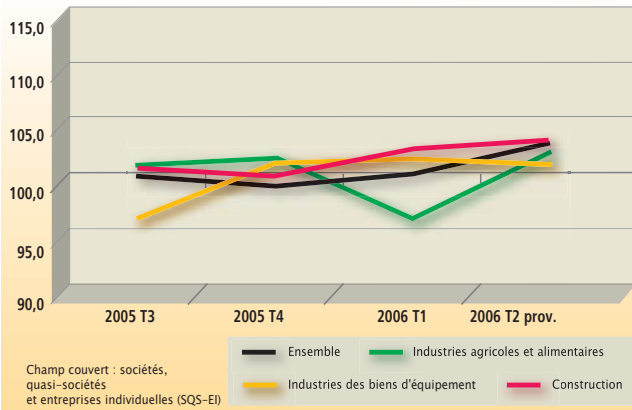
	03/02	06/02	09/02	12/02	03/03	06/03	09/03	12/03	03/04	06/04	09/04	12/04	03/05	06/05	09/05	12/05	03/06	06/06	09/06
France	8,9	9,0	9,1	9,4	9,7	9,9	10,0	10,1	9,9	10,0	10,0	10,0	10,1	10,0	9,8	9,6	9,5	9,0	8,8
Bretagne	7,5	7,6	7,8	7,9	8,1	8,3	8,3	8,5	8,3	8,1	8,1	8,1	8,2	8,2	8,0	8,0	7,9	7,4	7,3
Morbihan	8,2	8,4	8,4	8,6	8,8	8,9	8,9	9,1	8,9	8,8	8,7	8,7	8,7	8,7	8,4	8,4	8,4	7,9	7,8
ZE Lorient	9,7	9,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3	10,3	10,3	10,2	10,0	10,0	10,2	10,0	9,8	9,8	9,7	9,2	9,1

Source : DDTEFP

Le taux de chômage de la Zone d'emploi du Pays de Lorient est en baisse constante depuis le début de 2005.

4

INDICES TRIMESTRIELS D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ (en %)

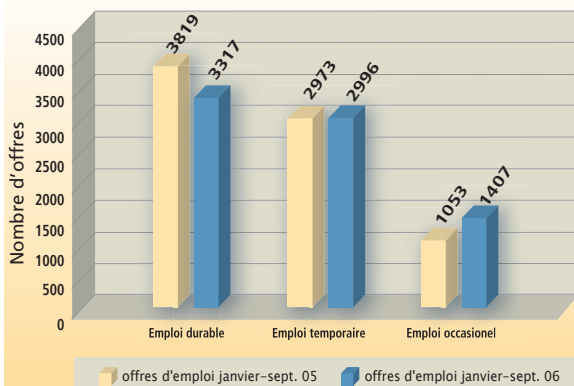


Source : URSSAF - INSEE - nov. 2006

Les courbes industrielles montrent une tendance générale au redressement. Sur le graphique de droite concernant les emplois tertiaires, l'évolution du secteur des services aux particuliers est spectaculaire depuis le quatrième trimestre 2005 faisant varier l'indice de plus de 20 points.

5

OFFRES D'EMPLOI



Source : ANPE 2006

Sur l'échantillon des offres d'emploi de l'ANPE, l'emploi durable recule au profit de l'emploi occasionnel

6

PART DES DIFFÉRENTES SPHÈRES D'ACTIVITÉS DANS LES POSTES SALARIÉS ET LA MASSE SALARIALE (en %)

	Bretagne		Métropole hors Île-de-France	
	Postes salariés au 31 12	Masse salariale	Postes salariés au 31 12	Masse salariale
Sphère productive	35,7	39,5	39,5	39,5
Dont Industries agricoles et alimentaire*	6,3	6,4	2,4	2,6
Services aux entreprises	8,6	10,0	9,1	10,2
Industries des biens intermédiaires	4,8	5,2	7,6	8,9
Industries des biens d'équipement	3,7	4,6	3,9	5,0
Industries des biens de consommation	2,4	2,5	2,7	3,0
Industrie automobile	1,2	1,4	1,4	1,7
Activités immobilières	0,3	0,2	0,3	0,2
Sphère résidentielle	40,4	35,4	40,2	34,5
Dont Construction	6,9	5,8	6,6	5,5
Services aux particuliers	5,1	3,8	5,1	3,7
Sphère fonction publique	23,9	25,1	23,9	24,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

(*) Sauf cuisson de produits de boulangerie et boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, chocolaterie, confiserie - Source : INSEE in Octant nov.06 - Données 2004

Dans la sphère productive, la masse salariale est supérieure au nombre de postes. Dans la sphère résidentielle c'est l'inverse.

7 ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 1994/2004

	Nbre emplois	Évolution	
EMPLOI TOTAL	90375	-162	14%
Industrie	17506	-1237	7%
Tertiaire	65976	12098	22%

La tendance lourde des pays développés est de détruire l'emploi industriel au profit de l'emploi tertiaire. Avec une nouvelle classification des secteurs où les services aux entreprises se retrouvent dans la sphère productive, cela permet d'éclairer les mutations économiques sous un nouvel angle.

Source : INSEE - Enquête emploi 2006

8 SALAIRES HORAIRES NETS MOYENS SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2004 (EN EUROS)

NES 16	Libellé	Ensemble	Part des postes (en %)
EA	Agriculture, Pêche, Sylviculture	11,4	0,8
EB	Industries agricoles et alimentaires	9,1	9,6
EC	Industrie des biens de consommation	10,6	1,5
ED	Industrie automobile	9,7	0,1
EE	Industrie des biens d'équipements	11,6	4,3
EF	Industrie des biens intermédiaire	11,0	5,7
EG	Energie	13,1	0,3
EH	Construction	9,8	7,3
EJ	Commerce	9,4	16,1
EK	Transports	9,6	4,3
EL	Activités financières	13,9	1,4
EM	Activités immobilières	11,4	1,5
EN	Services aux entreprises	10,2	16,7
EP	Services aux particuliers	8,3	7,6
EQ	Education, santé, action sociale	11,4	15,4
ER	Administration	10,3	7,3
Ensemble		10,2	100,0
Part des postes (en %)		100,0	100,0

Le taux horaire moyen est de 10,2 euros. 6 des 7 secteurs industriels sont au-dessus de ce taux. Le secteur des services aux entreprises atteint le niveau moyen. La rémunération du secteur des services aux particuliers est inférieur de 2 points au taux moyen.

Source : INSEE

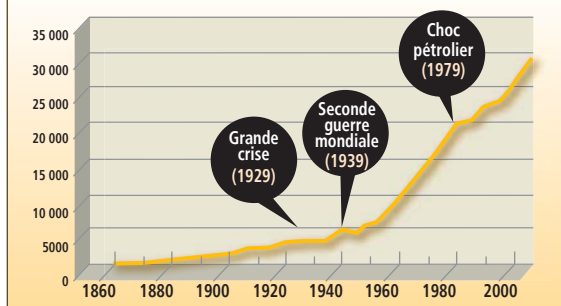
9 ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TERTIAIRE 1994/2004

	Nbre emplois	Évolution	
Services aux entreprises	10264	2970	41%
Services aux particuliers	6949	2389	52%
Éducation, santé, social	18481	2331	14%

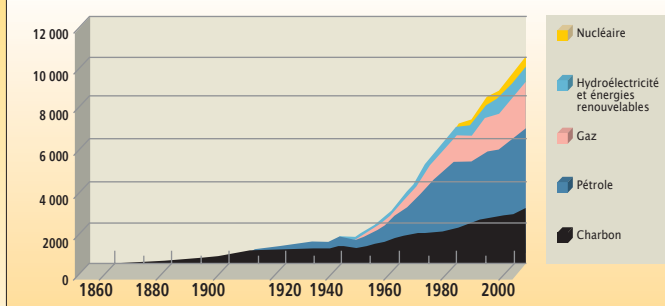
Les services aux entreprises ont enregistré le plus grand gain d'emploi en 10 ans (2970) derrière le commerce.

Source : INSEE - Enquête emploi 2006

10 ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂ D'ORIGINE FOSSILE - EN MILLIONS DE TONNES



CONSOMMATION MONDIALE D'ÉNERGIE (HORS BOIS) EN MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT PÉTROLE



Source : CO₂ Emissions from Fuel Combustion - 2006 - IEA Paris

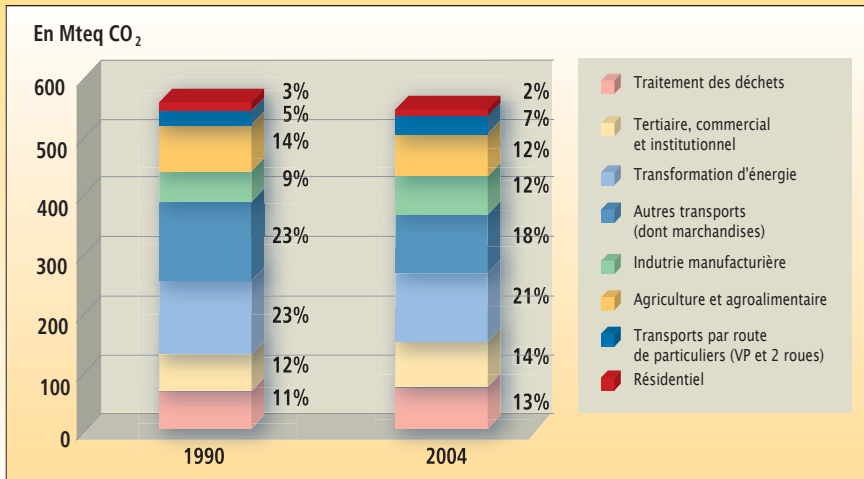
L'activité humaine se mesure par sa consommation. à ce rythme, la planète n'y suffit plus (principe de l'empreinte écologique).

90m² = 15 kWh / m² / an
contre 250 kWh / m² / an en moyenne française

Source : documentation AudéLor

Les économies d'énergie de la "Passiv'Haus" de Fribourg reposent sur une orientation plein sud, une isolation maximale, des panneaux solaires et des cellules photovoltaïques sur le toit pour produire l'électricité individuellement, couplés à un cogénérateur collectif fonctionnant au bois

ÉMISSIONS NATIONALES DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)



Une part importante croissante pour les transports et l'habitat, à comparer à la production manufacturière...

Source : Citepa, format Secten, février 2006

IMPACTS DES COMPORTEMENTS SUR LES ÉMISSIONS DE GES

Comportement	Diminution des émissions GES annuelles individuelles*	Diminution des émissions GES annuelles nationales**	Commentaire
Dans le logement au quotidien			
Entretien régulier de la chaudière	1,1% par occupant	0,62 %	Gain possible SI les 15 millions de logements adhèrent ...
Baisse de 2°C de la température intérieure	2,2% par occupant	1,34% = 14% conso. en moins	Gain possible SI les 15 millions de logements adhèrent ...
Ampoules basse consommation	0,09% par habitant	0,11% = divise par 5 la conso	Gain possible SI les 15 millions de logements adhèrent ...
Optimisation des machines	0,016% par occupant	0,016% = 40% d'économie d'énergie	A condition que tous les ménages utilisent par exemple le programme froid des lave-linge et ce, la nuit
Dans le logement au moment d'investir			
Meilleure isolation	18% par occupant	0,41%	Réduction possible de 200kWh/m ² à 50kWh/m ²
Chaudière neuve à basse température ou condensation	3,8% par occupant	0,07%	
Chauffe-eau solaire	0,8% par occupant	0,007%	SI installation de 200 000 chauffe-eau solaires par an jusqu'en 2020
Équipement classe A+ de l'électro-ménager	0,016% par occupant	0,016%	Gain possible de 20% de la consommation SI les 15 millions de logements adhèrent ...
En voiture au quotidien			
Réduction de la distance parcourue annuelle de 10%	3% par véhicule	1,6%	Exemples de réductions : co-voiturage, remplacement d'un trajet longue distance en voiture par le train, regroupement des motifs de déplacements (courses, etc)

Le réchauffement de la planète est un problème simple au fond...

Des changements d'attitude et quelques mesures de "bon sens" permettent des résultats tangibles...

(*) : Sur la base de 9 ttecq CO₂/hab. en 2004
(**) : Sur la base de 563 Mteq CO₂/hab. en 2004

Source : Citepa, CCNUCC